

Travail de lobbying en faveur des droits humains

Situation

Les causes des conflits qui perdurent en Colombie remontent loin dans l'histoire du pays. Les détenteurs du pouvoir réagissent constamment par la violence aux tentatives de la population d'obtenir le respect de ses droits politiques, économiques, sociaux et culturels. A cette violence répond la violence par les exclus de la société. Le conflit colombien se concentre sur des régions stratégiquement importantes car riches en matières premières. La plupart des violations des droits humains sont perpétrées dans le cadre de mégaprojets économiques d'exploitation des matières premières, de projets de privatisation controversés ou de réformes économiques et sociales. Dans ce contexte, la question de l'accès à la terre demeure centrale.

Le gouvernement colombien et les FARC ont signé un accord de paix à l'automne 2016. Mais il ne suffit pas de signer un accord pour amener une paix durable et stabiliser la situation, il faut aussi résoudre les causes profondes du conflit et appliquer effectivement les dispositions de l'accord de paix. L'histoire de nombreux pays d'Amérique latine l'a montré : la fin officielle d'une guerre civile ne s'accompagne pas toujours d'une amélioration de la situation en termes de droits humains. Au contraire, dans un premier temps, on constate un regain de violence. C'est pourquoi le travail de lobbying et de plaidoyer reste important.

Objectifs

Le projet vise à atténuer les conflits. A cette fin, il convient de renforcer les synergies entre les organisations caritatives suisses actives en Colombie, par la mise en commun des activités de lobby sur les thématiques des droits humains et de l'environnement. Les organisations caritatives ont besoin de bonnes analyses de terrain et d'informations détaillées pour pouvoir sensibiliser l'opinion publique. Les



COLOMBIE

Priorité EPER :
Promotion de la paix



48 228 700

Population (2015)

1 141 748

Superficie km²



entreprises suisses actives en Colombie doivent être rendues attentives aux droits humains et aux conflits locaux pour répercuter ces informations sur leurs activités.

Objectifs spécifiques :

- Les connaissances en Suisse sur la situation en Colombie sont améliorées.
- Les membres de la « NRO-Koordination » disposent d'informations de base et de matériel pertinents pour le suivi du contexte et pour leur travail d'information.
- Le gouvernement suisse reconnaît la nécessité d'appliquer des normes pour une gestion des affaires sociale et conforme aux droits humains.
- Les entreprises helvétiques respectent les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.
- L'UE, les Etats européens, l'ONU et le Tribunal pénal international suivent la situation des droits humains et du droit humanitaire international en Colombie et prennent des mesures concrètes en vue de l'améliorer.

Bénéficiaires

- **En Suisse:** organisations caritatives suisses, parlementaires, autorités politiques, entreprises suisses, public intéressé.
- **En Colombie:** organisations membres du réseau colombien Coordinación Colombia-Europa-Estados Unidos (CCEEU) et, indirectement, population colombienne.

Activités

L'EPER travaille avec d'autres organisations caritatives suisses pour s'assurer que leurs projets auront un effet durable et pour accroître la sécurité des organisations partenaires et de la population. Elle participe à des actions conjointes d'information et de lobby en Colombie et en Suisse en cherchant à influencer sur le contexte social, économique et politique et sur la situation en termes de droits humains.

Le travail de réseautage et de lobbying des œuvres d'entraide suisses est coordonné par le Groupe de travail Suisse-Colombie (ask!). Le groupe ask! s'attache en outre à fournir des renseignements nuancés et objectifs sur la situation actuelle en Colombie. Enfin, il soutient des initiatives qui visent à inciter les entreprises suisses actives en Colombie à respecter les droits humains et environnementaux.

Organisation partenaire

Le Groupe de travail Suisse-Colombie (ask!) a été fondé conjointement par l'EPER et d'autres organisations caritatives suisses qui travaillent en Colombie.

Avancement du projet

En 2016, le groupe ask! a poursuivi son activité d'information à travers des bulletins d'information et des rapports mensuels sur les droits humains en Colombie; il a suivi tout particulièrement les négociations de paix. Par ailleurs, le groupe a joué un rôle important dans la mise en œuvre d'un projet de promotion de la paix en Colombie auquel participaient l'EPER, diverses ONG et l'Etat suisse. Ces dernières années, les activités de lobby en Suisse se sont concentrées sur les exploitations minières et l'environnement et sur les problèmes posés par les manquements au devoir de diligence en termes de droits humains de la part des entreprises suisses.



Le groupe ask! et l'organisation Pensamiento y Acción Social, partenaire de l'EPER en Colombie, ont publié un contre-rapport sur les activités de Glencore en Colombie. Fruit de quatre années de recherches, ce rapport a été enrichi par de nombreuses organisations et communautés. Dans certains domaines, le travail de plaidoyer a conduit à des améliorations ; dans d'autres, par contre, les objectifs ne sont toujours pas atteints. Par ailleurs, ask! a organisé une campagne d'information en Suisse avec des représentants d'organisations citoyennes de Colombie.

Pays, région

Colombie

Budget 2018

CHF 20 000.–

Partenaires financiers

Pain pour le Prochain, Action de Carême, Caritas, BMI, Swissaid, Terre Nouvelle Berne, Terre des hommes Bâle, Behn Stiftung, Stiftung Global Lokal, Interteam, Déclaration de Berne, Unia, Cordaid N, GfbV Ö, FIAN Allemagne, Eglises et communes

N° de projet EPER: 842.353**Chargée de programmes**

Leo Meyer

Contact

EPER (Entraide Protestante Suisse)
Département Communication
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Tél. +41 21 613 40 70
Fax +41 21 617 26 26
info@eper.ch
www.eper.ch
Dons : CCP 10-1390-5